

4

Sujet inédit – La laïcité à l'école

➤ Corrigé de l'exposé

• Travail préalable

1. Analyser le sujet

- Sujet avec un titre : la laïcité.
- Pas de questions précises mais une consigne : mener une réflexion personnelle. Il s'agit donc de problématiser le sujet et de trouver quelques axes qui charpentent l'exposé. Dans un sujet sur « la laïcité », vous ne pouvez cerner ce concept dès l'introduction puisque le but de votre développement sera justement de conceptualiser la laïcité. Donnez-en simplement une première approche, celle qui vient à l'esprit spontanément et qui nécessitera d'être reprise en amendée (laïcité = séparation entre le domaine privé et public et neutralité des institutions pour tout ce qui touche à la spiritualité et aux opinions). Une première indication de la problématique en découle. Il va falloir construire une définition plus aboutie de ce concept et voir comment il prend corps à l'école.
- Trois textes plus ou moins récents de nature différente : une charte émanant du ministère de l'éducation nationale affichée dans les écoles et établissements scolaires depuis l'automne 2013, un rapport datant de 2006 établi par l'inspection générale (ces deux documents étant donc des documents institutionnels) et un article relatant un aspect ponctuel : la difficulté à enseigner certaines disciplines.
- Ce sujet est un sujet ciblé sur une question d'actualité qui déchire le monde politique et la société civile. Tout candidat doit avoir mûri une réflexion personnelle sur les grands thèmes de l'éducation dont la laïcité. Il ne peut être accepté qu'il n'ait aucune référence à ce sujet. Il incombe au candidat de questionner ces textes afin d'en extraire les idées essentielles, de pouvoir prendre du recul et réinvestir des connaissances sur le fonctionnement de l'institution, les finalités de l'école mais aussi d'instiller des éléments issus de la philosophie de l'éducation, de l'histoire de l'école et de la comparaison des systèmes éducatifs. Par contre, il est évident que sa réflexion ne peut être aussi aboutie que celle présentée dans le corrigé type qui est destiné, aussi, à vous apporter des informations.

2. Analyser le dossier en lien avec les questions posées

Nous ne livrons pas, pour ce sujet, l'analyse des textes. En effet les textes 1 et 3 sont très construits. Il faudra reprendre les différents points de la chartre (document 1) et les grandes sous-parties du texte 3 en les intégrant à votre réflexion personnelle (les illustrer, les expliquer, les interpréter...).

Le texte 2, écrit suite à la publication de la chartre fait état de la réaction du CFCM qui a senti des éléments de stigmatisation de l'islam et livre un « catalogue » des disciplines qui posent souci en donnant des exemples et les expliquant.

3. Remobiliser ses connaissances pour clarifier les notions et compléter le propos

Faites un rapide état des lieux des mots clés complémentaires qui vous semblent important.

- Fiches utiles pour traiter ce sujet : 2, 3, 5 et 8.

- Principe de neutralité du service public. Corollaire du principe d'égalité devant la loi : le service public doit être assuré avec neutralité, c'est-à-dire sans considération des opinions politiques, religieuses ou philosophiques des fonctionnaires ou des usagers. La sphère privée ne doit pas faire intrusion dans la sphère publique et vice versa.
- Service public : services permettant la satisfaction des besoins de la collectivité nationale : enseignement, santé, sécurité, etc. Intérêt général.
- Laïcité : principe qui caractérise un État dans lequel le pouvoir politique et administratif est exercé par des autorités laïques, sans participation ou intervention des autorités religieuses. L'État laïque, indépendant de toute confession, est donc neutre. Il garantit cependant la liberté religieuse et le libre exercice des cultes.
- Liberté de conscience : désigne une autonomie « morale » : elle est le droit pour un individu de se déterminer dans ses convictions philosophiques, religieuses, idéologiques, politiques, etc., en dehors de toute pression extérieure, qu'elle soit familiale, sociale ou politique.
- Liberté d'expression : droit pour toute personne d'exprimer sa pensée et ses croyances par tout moyen (expression orale, articles de presse, livres, etc.), en respectant certaines limites.
- Textes et règlements : loi de 1905 + Constitutions de 1946 et de 1958. France = République indivisible, laïque, démocratique et sociale. « Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle » respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée ». Article 1 de la Constitution de 1958 + Droit de l'Homme + Loi de 2004 sur les signes ostensibles (voir fiche 3, info + sur la loi sur les signes religieux)
- Repères historique (voir fiche 5 et notamment les lois Ferry, la loi de 1905...)
- Repères philosophiques (Lumières...)
- Repère politique : Nation, République, citoyenneté, démocratie (termes à définir)
- Statut, droit et devoir du fonctionnaire (voir fiche 8, notamment la partie 3)

- Vos exemples illustrant les tensions (signes religieux, refus de certains repas, refus de certains enseignements...)
- Concept de socialisation (voir fiche 4, info+ sur la socialisation)
- Instruction civique et morale
- Enseignement moral et civique qui sera dispensé à l'ensemble des élèves avec une progression construite du cours préparatoire à la classe terminale.
-

4. Structurer les axes de réponse

- **Rechercher la problématique**

Il apparaît clairement que c'est le concept de laïcité lui-même qu'il vaut mieux interroger :

- Comment définir au XXI^e siècle la laïcité, notamment à l'école ?
- Que peut recouvrir le concept de laïcité dans la société du XXI^e siècle et dans son école ?

Puis formulez les différentes questions qui sous tendent cette problématique. Ces questions peuvent correspondre aux lignes directrices du plan à suivre.

Qu'est ce que la laïcité ? → Approches historique, philosophique et institutionnelle qui donneront une première réponse.

En quoi la laïcité pose problème ? → Débats et tensions actuels autour de la laïcité qui permettront d'approfondir le concept de laïcité.

Comment travailler la laïcité à l'école ? → Pistes d'action pour aborder la laïcité à l'école.

- **Déterminer le plan de l'exposé**

En vous servant des notes prises lors de la lecture des textes, reprenez les idées que vous décidez d'utiliser et pensez à intégrer des données personnelles (ce que vous avez retenu de vos lectures, ce que vous avez observé sur le terrain...). Ne rédigez que l'introduction et la conclusion. Le plan proposé reprend les questions correspondant à la problématique.

1 La laïcité : une valeur fondatrice de la République française et de son école

- Cerner le concept
- La laïcité et l'école

2 Les tensions et les débats autour de la laïcité comment conjuguer laïcité dans le monde actuel ?

- Des faits d'actualité bousculant la laïcité
- La laïcité : sujet de débat réactualisé
- Une définition à reconceptualiser : quelle laïcité à l'école ?

3. Une valeur à travailler à l'école

- Développer une culture commune
- Développer et faire adhérer à des valeurs communes
- Former des esprits de raison
- Un enseignant exemplaire qui promeut et défend cette valeur

- **Exposé du candidat**

Introduction

Pour la contextualisation, l'accroche, faire état de votre connaissance de l'actualité peut s'avérer une bonne entrée en matière.

En 2005 la France a fêté les cents ans de la loi de séparation de l'État et de l'Église. Cette loi promulguée en 1905 a permis d'apaiser les tensions entre ces deux institutions. Elle faisait de la laïcité un principe établi. Cent ans après, différents faits divers impliquant des signes religieux bien visibles, des problèmes alimentaires, des refus de suivre certaines

activités sont le miroir grossissant mettant à nouveau la laïcité au cœur d'un débat toujours vif et passionné.

Présentez le thème sans, dans ce cas, dévoiler trop d'élément de réponse. Il serait maladroit en regard de la problématique de vouloir dès à présent définir la laïcité

C'est dire si le thème de ce dossier à savoir la laïcité et plus particulièrement la laïcité à l'école est d'actualité.

Présentez votre problématique.

Trois textes sont proposés dans ce dossier qui permettent de répondre à la question suivante : Que peut recouvrir le concept de laïcité dans la société du XXI^e siècle et plus particulièrement dans son école ? J'ai choisi de problématiser ainsi la consigne qui me propose de mener une réflexion personnelle au sujet de la laïcité.

Et annoncez votre plan

La première partie de cet exposé consistera à comprendre ce qu'est ce la laïcité dans notre société et à l'école. Des approches philosophiques, historiques et institutionnelles donneront une première réponse. Puis, je chercherai à comprendre en quoi la laïcité pose problème. Je me ferai l'écho des débats et tensions actuels autour de la laïcité que j'analyserai et qui permettront d'approfondir la définition de la laïcité. Enfin il sera utile de chercher à voir comment travailler la laïcité à l'école. J'ébaucherai quelques pistes d'action pour aborder la laïcité à l'école sans prétendre à l'exhaustivité.

Développement

1. La laïcité : une valeur fondatrice de la République française et de son école

La laïcité est un concept polysémique. Les définitions varient. Chacun n'en a pas la même approche. On oppose souvent deux acceptations de la notion qui semblent s'exclure : l'une qualifiée d'ouverte, tolérante..., l'autre de stricte, ferme, militante. Une clarification de ce concept semble de prime abord utile et c'est le mérite des textes 1 et 3 que de le faire.

Je vais dans un premier temps tenter de cerner le concept de laïcité

A. Cerner le concept

Les textes font état d'un certain nombre de caractéristiques de la laïcité. Ils peuvent être utilement complétés par vos propres références. À vous de mettre ceci en perspective en questionnant les approches politiques, philosophiques, historiques. Nous avons choisi de beaucoup développer cette partie, pour que vous disposiez d'éléments riches à propos de la laïcité. Il est bien entendu que votre développement ne peut être aussi étoffé et nourri. Il n'a pas à l'être. Il vous faudrait, en quelques phrases, formuler clairement le concept de laïcité en utilisant quelques-unes des références. Servez-vous des opportunités offertes par les textes pour montrer votre maîtrise du thème. Utilisez préférentiellement les points qui vous permettent de rebondir à partir des textes.

Pour cerner avec plus de précision le concept de laïcité il faut interroger à la fois la politique, la philosophie, l'histoire.

Le point de vue étymologique

Le troisième texte précise qu'étymologiquement en grec, *laos* désigne l'ensemble, l'unité du peuple autour de valeurs partagées et j'ajouterais d'une matrice culturelle commune. La laïcité veut dire réaliser l'unité du peuple.

Le point de vue politique

Au point de vue politique et social, laïcité signifie l'absence d'interférence entre les rôles de l'État et ceux de l'Église.

Exploitez la chartre : toute la difficulté est de parvenir à ne pas se livrer simplement à une paraphrase et de montrer que vous cernez la logique de cette chartre, les principes qui la fondent. Mettez-la aussi en lien avec les propos du troisième texte pour montrer que vous êtes capables d'opérer des inférences entre les textes.

L'État n'exerce aucun pouvoir sur le domaine religieux et l'Église n'exerce aucun pouvoir politique. Dans les sociétés traditionnelles, tous les domaines, politique, religieux, économique, artistique sont intimement liés. Dans les sociétés modernes et démocratiques on observe une différenciation et la séparation des institutions.

Ainsi, la charte de la laïcité qui dorénavant est affichée dans toutes les écoles débute en rappelant un principe intangible : la République est laïque. Le rapport de l'inspection générale précise que c'est « le mode de fonctionnement choisi par notre République pour que les citoyens puissent vivre ensemble ».

C'est parce qu'elle est laïque que la République peut garantir l'égalité de toutes et tous en leur garantissant la liberté de conscience et en respectant toutes les croyances dès lors qu'elles s'exercent dans la sphère privée. C'est pour cela que le deuxième paragraphe de la charte rappelle le résultat de la loi de 1905 à savoir la séparation des religions et de l'État. Le troisième et quatrième points en résument le principe : la liberté de croire ou non dans la sphère privée, le respect de toutes les options dans la sphère publique dans une logique de fraternité et pour assurer la cohésion nationale.

Les textes 1 et 3 martèlent ce principe intangible d'un choix de société démocratique et d'un pays qui a pour devise « liberté, égalité, fraternité ». On comprend à la lecture de ces deux textes que le concept de laïcité permet de cimenter ces trois valeurs.

Le troisième texte insiste sur le fait que la laïcité n'est pas, je cite, « une option spirituelle parmi d'autres ». Elle est consubstantielle de la conception de la démocratie. Comme l'indique la charte, elle « permet l'exercice de la citoyenneté, en conciliant la liberté de chacun avec l'égalité et la fraternité de tous dans le souci de l'intérêt général. » Par là même les auteurs de ces textes veulent faire passer le message qu'elle est non négociable bien qu'évolutive.

Transition et le point de vue philosophique

Cette approche politique et sociale émane d'une conception philosophique de l'homme et de sa place dans la société.

En effet, au point de vue philosophique, laïcité signifie le plein respect de la liberté de penser de chacun et l'interdiction de toute forme d'intolérance notamment religieuse. La laïcité confère donc à une valeur à un idéal, une morale qui est la liberté absolue de conscience. C'est exactement ce que rappellent les auteurs du texte 3 en présentant la laïcité comme une valeur qui ne va pas de soi qui se conquiert par des individus formés et éclairés. Elle considère l'homme comme raisonnable, réfléchi et responsable. Elle est liée à l'idéal démocratique et républicain. C'est une idée moderne qui jaillit au siècle des lumières portées par les philosophes (Encyclopédie de Diderot, Dictionnaire philosophique de Voltaire, Contrat social de Rousseau) et élaborée face au pouvoir jugé abusif du clergé. Cette conception de la laïcité est à rapprocher de l'humanisme et du rationalisme qui insistent sur le respect de la libre pensée et la tolérance.

Et enfin, le point de vue historique

Au point de vue historique on est passé de l'interdépendance Église-État au laïcisme puis à la neutralité.

L'ancien régime avait institué une religion d'état. Pouvoir politique et pouvoir religieux s'imbriquaient : l'état intervenait, par exemple, dans la nomination des évêques et des archevêques et le clergé intervenait dans la politique de la France. La Réforme avait une autre vision du fait religieux conçu plutôt comme un acte privé.

Un des points forts de la révolution consiste à reconceptualiser le rôle de l'église, à la cantonner au domaine privé du spirituel et logiquement à l'écarter du temporel en mettant fin à son emprise sur les esprits et les constitutions. La religion passe de la sphère publique à la sphère privée : c'est la sécularisation (séparation du religieux et du politique, du sacré et du profane).

Le XIX^{ème} siècle est marqué par une conception de la laïcité stricte, militante étroite et dogmatique dirons certains que l'on peut qualifier de laïcisme. Il se caractérise par un rejet systématique de toute sujétion religieuse et un anticléricalisme poussé. Les laïcs mènent le « combat » de la raison contre l'obscurantisme religieux afin de débarrasser la société de la religion et d'imposer des valeurs universelles. Cette attitude est en partie explicable par la résistance acharnée de l'Église pour conserver une part du pouvoir et de son influence dans le domaine public.

La loi de 1905 dite de séparation de l'Église et de l'État, à laquelle fait référence la chartre comme un élément pivot de la laïcité, a pour but d'apaiser cette opposition entre catholiques et laïcs. « La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte ». L'état qui considérait l'Église incompétente en matière pouvoir temporel se déclare lui-même incompétent en matière religieuse. L'État abandonne de fait l'idée d'une religion d'état et considère que le fait religieux doit cesser d'être une affaire publique. Cette position amène automatiquement la liberté religieuse et rend les églises plus libres de s'organiser et de se fixer leurs propres règles. L'État ne peut plus légiférer sur les pratiques religieuses.

Il faut encore un demi-siècle, pour que la laïcité soit envisagée non plus comme une mise à l'écart mais comme l'acceptation du droit à la différence et qu'elle devienne synonyme de neutralité. C'est cette approche qui prévaut au niveau constitutionnel. La constitution de 1958 précise que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ». L'État ne nie pas l'existence des religions mais il évite toute critique de favoritisme d'une religion sur une autre et se place de fait dans une position de neutralité. Il se doit de garantir l'exercice des libertés publiques au rang desquelles se situe la liberté religieuse.

Opérez une transition pour aborder le thème central : l'école.

Dans la mesure où l'école a toujours constitué un enjeu politique de taille sur la formation des esprits et l'intégration des valeurs, il n'est pas étonnant que son histoire se confonde avec celle de la laïcité :

B. La laïcité à l'école. L'école : première institution laïque

Reprenons les jalons historiques décrits en première parties qui marquent l'émergence et l'évolution de la laïcité et transposons-les à l'école. L'école, de fait a toujours été en première ligne dans le processus de laïcisation.

Suivez la même logique que pour la partie précédente : définissez en quelques phrases l'historique de la laïcité à l'école.

L'école a longtemps été à l'image de la société : sous influence de l'Église. La révolution a tenté de changer ceci. Plus tard, Jules Ferry a laïcisé l'école. La loi de 1905 assure la séparation des institutions. « L'enseignement religieux ne peut être donné aux enfants de six à quatorze ans inscrits dans les écoles publiques ».

Lorsque Ferry propose de séparer le monde civil et le monde religieux il précise que c'est le seul moyen « de se désintéresser, dans l'éducation publique, d'une façon impartiale, de toutes les doctrines ». On trouve ainsi les prémices d'une laïcité envisagée comme neutralité, neutralité ne signifiant pas que la laïcité est « vide de sens » ou un concept mou pour reprendre les auteurs du troisième texte

Puis développez le premier point : la neutralité à l'école.

Cela veut dire la neutralité du corps enseignant par rapport aux opinions des élèves comme le rappelle le point 11 de la chartre et l'interdiction de tout prosélytisme (point 6) d'autant plus que les enseignants sont dans un rapport d'autorité avec les élèves.

Je peux ajouter les éléments suivants.

L'école et la classe doivent aussi être des espaces neutres (pas de crucifix ou d'images pieuses)

La laïcité implique aussi la neutralité des élèves : aucune forme de prosélytisme ne saurait être admise dans les établissements de leur part. Je reviendrai sur ce point car il est à la base des remises en questions récentes de la laïcité à l'école.

Dans son acceptation large, il me paraît salubre de ne pas limiter la laïcité au domaine religieux ou politique comme nous y invitent les auteurs du troisième texte. La société et l'école sont depuis quelques décennies confrontées à de nouvelles réalités : invasion de la publicité, des marques, société de consommation, importance croissante de l'économie.... Or la laïcité c'est aussi neutralité face à ces points. L'école se doit de préserver les enfants des pressions du monde médiatique et économique. En ce sens l'école doit aussi être un espace neutre et cela n'est pas simple. Pour utiliser quelques cas éclairant ce propos, il est impensable de voir l'école s'ouvrir à l'affichage publicitaire, à promouvoir telle ou telle marque. À ce titre il me semble qu'un mouvement récent, le sponsoring, n'est pas sans poser quelques problèmes. Je pense notamment à certains matériels pédagogiques offerts par certaines entreprises (fichiers environnement, alimentation...). Tant que l'outil n'est pas dévoyé cela reste acceptable mais la communauté enseignante se doit d'être vigilante. Le débat porte aussi sur l'invasion de produits du marketing à l'école.

Transition.

Dans cette compétition à la marque, les familles défavorisées partent perdantes ce qui amène au second point :

Second point : la laïcité garante de l'égalité.

Le concept de laïcité veut faire vivre l'égalité des élèves.

Egalité dans le cadre de l'accès à tous les enseignements, égalité entre les filles et les garçons (point 9 de la chartre), Les seules distinctions acceptables sont celles fondées sur les mérites. En fait, ce second synonyme de la laïcité se confond avec le premier, la neutralité. Veiller à assurer l'égalité des élèves dans l'accès aux enseignements c'est promouvoir l'égalité des chances ce qui peut être considéré comme une forme de neutralité de l'école face aux origines et aux destins des élèves.

Transition.

Ainsi entre l'école de Jules Ferry et l'école actuelle on est passé d'une conception de la laïcité comme instrument de lutte, à celle qui se rapproche de son contenu original tel que définit par les philosophes des lumières : une laïcité-neutralité. Mais cette approche s'avère ébranlée. J'en viens à la seconde partie de cet exposé.

2 Les tensions et les débats autour de la laïcité

Conséquence de la complexité de la notion, la laïcité est source de polémiques, de débats passionnés et virulents.

A. Quelques exemples

Plusieurs faits d'actualités plus ou moins récents illustrent ces tensions. Je vais en développer deux ou trois afin de montrer les difficultés auxquelles peuvent se heurter les enseignants et la communauté éducative.

Je pense, bien sûr, au problème des signes religieux visiblement affichés. On a beaucoup focalisé sur le problème du foulard islamique mais cela concerne aussi le port du turban sikh, de la kippa ou de grosses croix trop visibles. La multiplication des cas dans les années 2000 a amené le gouvernement à légiférer en proposant une loi votée le 15 mars 2004. Cette loi stipule que « Dans les écoles, les collèges et les lycées publics, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit...Le règlement intérieur rappelle que la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire est précédée d'un dialogue avec l'élève ».

Les avis sur l'opportunité de cette loi ont divergé et le débat sur la laïcité a repris de plus belle et d'autres situations ont généré à leur tour des questionnements ou des tensions.

Après les questions des tenues vestimentaires des élèves, se sont posées celles concernant les tenues de leurs parents. Je pense aux cas de parents accompagnateurs de sorties scolaires qui refusaient de se soumettre au principe de neutralité vestimentaire. Je peux aussi ajouter des cristallisations autour des menus des cantines, des goûters...

Le second texte fait apparaître un autre sujet de contestation de la part de certaines familles. Il mentionne que certains enseignements de certaines disciplines se voient contestés par certaines familles. Les exemples mentionnés sont les théories de l'évolution, la reproduction, l'éducation sexuelle. Même si on est loin de la virulence des attaques qu'on constate aux États-Unis, le phénomène est préoccupant. L'auteur précise que les sciences de la vie et de la terre sont particulièrement concernées mais aussi l'histoire, les arts visuels, la musique. Je peux y ajouter l'EPS avec de fréquent refus que de petites filles aillent à la piscine pour la natation.

Or le principe d'obligation scolaire impose l'obligation d'assiduité qui doit se comprendre comme la participation obligatoire à toutes les activités et tous les enseignements prévus par les programmes. Les auteurs de la charte ont intégré ces tensions en notant dans le point 12 qu'aucun élève ne peut invoquer ses convictions religieuses ou politiques pour contester à un enseignant le droit de traiter une question au programme.

On retrouve bien l'idée développée dans le texte 3 d'une laïcité bienveillante mais ferme combattant le relativisme des idées et des théories.

B. Se servir de ces exemples pour approfondir la réflexion sur la laïcité

À la lumière de ce qui a été vu précédemment, des exemples de tensions mentionnés à l'instant et de mes lectures je vais essayer, pour clore cette partie, de broser un petit état des lieux de la laïcité dans le contexte actuel et tenter une « reconceptualisation » de cette valeur.

Avec le port de signes religieux, la prise en compte des interdits alimentaires dans les cantines, les autorisations d'absence le samedi matin..., l'école reflète la nouvelle société multiculturelle en pleine mutation. Si on ajoute à ceci l'impact grandissant du marketing, des médias, du pouvoir économique, les revendications identitaires à tous les niveaux qui accompagnent la mondialisation on comprend aisément que la définition de la laïcité devient singulièrement plus complexe.

Il me semble important de pointer comme les auteurs du troisième texte que neutralité n'est pas passivité, liberté n'est pas simple tolérance. En ce sens une laïcité plurielle, ouverte ne risque-t-elle pas d'ouvrir les portes à une société du communautarisme, ce que la France a toujours refusé, à la différence de certains pays. Toute valeur ne peut être tolérée à l'école et par l'école. L'école ne doit pas considérer sous prétexte de neutralité toutes les idées, toutes les valeurs comme équivalentes ou même acceptables. Les jugements rendus doivent s'appuyer sur un socle de valeurs.

Bien sur la société ne pourra faire l'économie d'une clarification du système de valeurs dont la laïcité doit se prévaloir pour faire face aux défis du XXI^e siècle mais, pratiquement, l'école se doit de considérer comme universelles et donc non négociables les valeurs qui sous-tendent notre République. Sinon elle sera prise au piège et se laissera entraîner dans une logique de compromis que combattent les auteurs du texte 3. La laïcité est intimement liée aux droits de l'Homme et surtout la liberté et l'égalité et en la rationalité de la pensée. Elle doit faire comprendre aux futurs adultes que nous avons des croyances différentes et devons vivre ensemble. Le cadre nous le permettant est celui de la Déclaration des droits de l'homme et du principe de laïcité en découlant.

Finalement, la laïcité c'est refuser aux religions, aux idéologies le monopole du sens. La laïcité n'est pas une option spirituelle parmi d'autres, elle est ce qui rend possible leur coexistence. Elle cherche à donner un cadre de lecture.

Bilan et transition

En fait, il me semble à travers tous ces exemples que le point de crispation majeur porte sur le flou dans la délimitation des contours des sphères privées et publiques et la caractérisation des relations entre elles. Les individus n'ont pas les mêmes approches et définitions. Il est donc logique que cela ravive les tensions et les passions. L'Ecole doit être intransigeante face aux extrémismes de toute sorte en se gardant de stigmatiser et d'exclure. Il faut donc à chaque fois faire œuvre de pédagogie mais sans jamais céder sur les valeurs fondamentales. Ceci m'amène à mon dernier point : l'Ecole instruit et éduque à la laïcité. Il revient au praticien de faire vivre aux élèves cette laïcité à la fois ferme et ouverte.

3 Des valeurs laïques à travailler à l'école

A. Développer une culture commune

Il s'agit avant tout de développer une culture commune. Ce terme est utilisé à la fois dans le septième point de la charte et dans le texte 2. On retrouve ici les fondements de la socialisation. Une société ne peut fonctionner sans cohésion sociale, cette cohésion passant par des repères culturels partagés.

B. Développer et faire adhérer à des valeurs communes

La socialisation passe aussi par le partage des normes et des valeurs de la société. En tant qu'agent de socialisation important, l'école a aussi pour mission de transmettre les valeurs de la République parmi lesquelles l'égale dignité de tous les êtres humains, l'égalité entre les hommes et les femmes et la liberté de chacun y compris dans le choix de son mode de vie. Elle doit se nourrir de la diversité des cultures pour les transcender et dégager des savoirs et valeurs fondateurs de notre démocratie. Il appartient à l'école de faire vivre ces valeurs, de développer et de conforter le libre arbitre de chacun, de garantir l'égalité entre les élèves et de promouvoir la fraternité. Le point 10 de la charte stipule ainsi : « il appartient à tous les personnels de transmettre aux élèves le sens et la valeur de la laïcité ».

Les activités du «vivre ensemble» à la maternelle, au Cycle 2, l'instruction civique et morale aux cycles 2 et 3 constituent des moments privilégiés pour faire progresser la tolérance et le respect de l'autre et travailler in situ les valeurs laïques.

Des références à des exemples précis issus d'observations sur le terrain sont particulièrement souhaitées dans une partie sur les pratiques à l'école !

Au cours de mes visites dans des écoles j'ai observé quelques pratiques y contribuant. J'ai ainsi pu étudier une exploitation du film « Kirikou et la Sorcière » dans le cadre de la méthode de « Philosophie pour enfants ». **[Ajouter vos exemples personnels !]**

Le rapport de l'Inspection générale insiste sur le fait qu'il faut prendre garde au relativisme des valeurs. Il rappelle bien, je l'ai déjà précisé, que la laïcité n'est pas une valeur parmi d'autre qu'on prend ou qu'on laisse. À partir du moment où c'est un principe directeur de notre société il est utile de bien faire comprendre aux élèves que le citoyen doit faire allégeance à la Loi et la respecter. Et cela doit aussi s'apprendre. L'école ne doit pas accepter certains points de vue sous prétexte de la liberté d'opinion. Elle ne peut tolérer ce que la loi réprime : racisme, infériorisation de la femme, sexisme, homophobie... Le texte 3 explique bien que les tensions entre égalité et liberté, entre liberté d'expression et de pensée et respect d'autrui ne peuvent trouver leur solution qu'à travers le rapport institué à la loi, aux règles mises en place par la société. Dès l'école primaire, puis au collège, la compréhension de ce qu'est la citoyenneté, du fonctionnement d'une république démocratique permettent au jeune apprenti citoyen à trouver sa place.

C. Former des esprits de raison

Les débats sur la laïcité et la focalisation sur les tensions ne doivent pas occulter les questions sur la signification de l'acte éducatif, les contenus enseignés et les méthodes

pédagogiques. Les trois textes invitent à travailler la mise à distance et le développement de la réflexivité afin que chaque futur citoyen puisse se forger son opinion et devenir responsable. La charte demande à ce que l'école crée les conditions pour que les élèves se forment leur personnalité, le texte 3 insiste sur « apprendre à distinguer les valeurs fondamentales, les opinions et les croyances. »

Je vais essayer de donner corps à ce propos en me servant d'un exemple cité par Audrey Salot concernant la biologie. Les théories de l'évolution sont de plus en plus contestées par certains élèves, surtout au secondaire. Beaucoup d'enseignants s'offusquent de cette remise en cause des théories de Darwin. Mais n'est-il pas plus constructif de questionner pourquoi l'élève conteste les théories de l'évolution ? Il le fait parce qu'il dispose de ses propres représentations et que ces théories heurtent son propre schéma explicatif du monde. Qu'il le fasse par naïveté, par fanatisme religieux ou par provocation, il pose à l'Institution une vraie question : comment faire adhérer un élève à des théories qui contredisent totalement ses croyances profondes et le discours tenu à la maison ? En mon sens, en restant ferme sur les principes et en évitant les dangers du relativisme mais en même temps en faisant œuvre de pédagogie pour faire évoluer l'élève. La charte précise bien en son point 12 qu'aucun sujet n'est a priori exclu du questionnement scientifique et pédagogique. L'école doit permettre à l'élève à adhérer à des nouvelles connaissances. En aucun cas cette adhésion ne peut procéder de l'endoctrinement. Les théories psychologiques de l'apprentissage et les travaux sur les représentations sont éclairantes. Il s'agit de lui faire douter de ses représentations pour en construire de nouvelles et non de les lui imposer. L'école doit ainsi façonner des individus « libre-penseurs » en les outillant pour pouvoir procéder à un examen objectif des choses. Elle doit permettre aux élèves de prendre de la distance par rapport à leurs propres pratiques culturelles et sociales. Elle doit leur permettre de justement parvenir à distinguer science et croyance et comprendre la différence entre un fait scientifique et un dogme.

Aux sources de ce « libre examen rationnel » nous pouvons ébaucher quelques pistes d'action :

- développer la méthode scientifique et l'analyse rationnelle : c'est ce que préconisent les instructions officielles.
- apprendre à penser : c'est ce qu'on appelle la métacognition
- apprendre à argumenter, expliciter, débattre : le texte 3 insiste sur la pratique de l'argumentation dans quasiment toutes les disciplines ;
- apprendre à analyser les discours, les niveaux discursifs d'un texte et en extraire le sens.
- apprendre à décoder autrement les images d'aujourd'hui (par exemple : publicité, usage médiatique de l'image...)

De même, l'école peut initier aux systèmes de croyances dans l'objectif d'ouvrir les élèves aux autres et donc de cultiver la tolérance. Il s'agit en fait de la question de l'enseignement du fait religieux à l'école laïque auquel le texte 3 fait allusion en enjoignant à la prise en compte de cette dimension dans les disciplines concernées. On parle bien de fait religieux et non de religion. L'idée force est que l'intolérance et les préjugés se nourrissent de l'ignorance. Pour lutter contre l'intolérance, la laïcité suppose une meilleure connaissance réciproque y compris en matière de religion. Il convient d'aborder les faits religieux en classe comme des faits sociologiques, historiques, culturels notamment quand ils sont des éléments explicites des programmes, comme c'est le cas en français, en histoire, en géographie, en histoire des arts... Ils doivent être étudiés avec rationalité en suivant une démarche qui est celle du scientifique. Ils doivent être utilisés au mieux dans les enseignements pour apporter aux élèves les éléments de culture indispensables à la compréhension du monde contemporain. Tous les éléments constitutifs de notre héritage

culturel doivent être mis en perspective et le fait religieux peut donc être intégré dans l'enseignement impartial de ces disciplines.

D. Un enseignant exemplaire qui promeut et défend cette valeur

Enfin, dernier point, tout ce que je viens d'énoncer suppose un enseignant exemplaire. Les points 10, 11 et 12 de la charte insistent sur les devoirs des enseignants. Un enseignant doit promouvoir et défendre cette valeur, veiller à lutter contre le relativisme des valeurs. Il doit le faire avec fermeté et bienveillance. Bref, il doit faire de la laïcité une valeur incarnée !

Conclusion

La France s'est singularisée dans cette approche laïque qui, somme toute, lui a assez bien réussi jusqu'à présent. N'a-t-elle pas permis, dans le passé, une gestion efficace des différences, leur liberté d'expression et une réelle politique d'intégration ?

Les positions tendent à se cristalliser autour des deux pôles que je mentionnais en début d'exposé : une laïcité « dure » et une autre « plus conciliante ». Le premier pôle, qui se réclame d'une laïcité rigoureuse, fidèle à la tradition républicaine et souhaitait la franche affirmation laïque par la loi, le rappel aux règles a été suivi par le législateur ces dernières années quelles que soient les alternances politiques.

Le deuxième qui met l'accent sur l'intégration avant tout, en la présentant comme la manifestation d'une laïcité aboutie définie comme la coexistence harmonieuse des différences, ou encore comme une tolérance élargie, et qui préconisait le pragmatisme, la négociation dans la durée a été moins suivi même si à chaque fois le dialogue est préconisé avant la sanction. Finalement le législateur a pris ses responsabilités ce qui a le mérite de clarifier les choses sans pour autant évacuer tous les problèmes.

Etre laïque c'est adopter le libre examen comme méthode de pensée et d'action, restaurer les solidarités, construire une société plus juste, en luttant contre toutes les formes de discrimination, de racisme, et d'inégalité, promouvoir un enseignement public gratuit, favorisant pour tous l'égalité d'accès aux études, et affirmer la nécessaire séparation des églises et de l'état. Etre un citoyen laïc c'est se soumettre à l'expression de la volonté générale et faire passer au second plan, du moins dans l'espace public, les convictions philosophiques, politiques ou religieuses personnelles. Tout l'enjeu de l'éducation est de parvenir à ces objectifs, dans la société multiculturelle qui refuse le communautarisme qu'est la France. De fait, c'est à l'école de préparer les futurs citoyens à contribuer plus tard au débat et à faire évoluer le concept de laïcité qui ne peut être qu'évolutif.

➤ Questions susceptibles d'être posées par le jury et éléments de réponse

Nous vous proposons quelques grands axes de questionnement c'est-à-dire des questions susceptibles d'être posées lors de l'entretien.

Vous mentionnez le mérite de la loi de 2004 pour immédiatement pointer les difficultés d'applications et les discussions qu'elle a généré. Pouvez-vous nous éclairer un peu plus ?

Le mérite d'une loi est déjà de clarifier les choses et d'éviter de placer les personnels de l'éducation dans des situations délicates. Mais demeure le problème de l'application de la loi. Très pragmatiquement, comme l'appréciation du caractère « ostensible » reste largement subjective, elle peut faire l'objet d'éternelles discussions. D'ailleurs le décret d'application de la loi n'a pas été sans poser problème. En effet comment juger du caractère ostentatoire ou revendicatif d'un signe religieux et sur quels critères ? C'est là que les interprétations divergent.

Finalement le législateur a pris ses responsabilités avez-vous dit. Faut-il y voir un retour à une laïcité dogmatique, corporatiste et agressive ?

Comme je l'ai pointé en conclusion, certains l'affirment, pointant un retour à une laïcité de la méconnaissance des différences et de l'exclusion. Ils stigmatisent durement cette école qui abandonne et stigmatise certains. Les autres répondent que la laïcité a souvent été un rapport de force et que réactiver une laïcité de combat quand les fondements des valeurs républicaines sont attaqués leur semble salutaire. Ils affirment qu'en démocratie les citoyens doivent opérer certaines allégeances à des valeurs de la république telles que définies par ses lois, ce qui évite les dérives communautaristes et qu'il était temps que la République rappelle fermement certains de ses principes et de ses valeurs. J'avoue être plutôt sur cette dernière position d'autant plus qu'avant toute mesure coercitive tout doit être fait pour dialoguer, expliquer, convaincre les familles.

Notre société repose sur la philosophie de la loi de 1905. L'État renonce à se faire le propagandiste d'aucune foi et à contrario d'en stigmatiser. Or, si la neutralité interdit à l'État toute pression qui pourrait déterminer l'option d'une conscience, elle lui prescrit aussi le respect des libres options. Le port de signes religieux ne fait-il pas partie de la liberté individuelle ?

En fait, les parents qui viennent amener ou chercher leurs enfants à l'école ne sont pas tenus par cette loi. L'école comme tout service public respecte ce que sont les familles. Le port de certains signes religieux n'est pas en lui-même incompatible avec la laïcité, à condition que ces signes par leur caractère ostentatoire ou revendicatif ne constituent pas un acte de pression, de provocation ou de propagande ou soient de nature à perturber le fonctionnement du service public. À l'école on a affaire à des mineurs en devenir. Il a été fait le choix de plus et mieux les préserver dans l'enceinte de l'école.

En interdisant le port du hidjab ou du turban sikh, l'État ne fait-il que préserver l'école de tout prosélytisme ou empiète-t-il sur la liberté d'opinion ?

La question est donc de savoir si le port de telle ou telle pièce vestimentaire constitue une pratique religieuse contraire au principe de neutralité. Les partisans de la loi expliquent ainsi que le hidjab est un symbole ostentatoire de l'asservissement de la femme par la religion, d'un exercice extrémiste du culte... incompatible avec la défense de l'égalité garçons-filles. Les partisans du foulard répondent, quant à eux, que le port de celui-ci est un élément fondamental et indissociable de l'exercice de leur foi et ne constitue en rien un instrument ostensible ou de propagande. Ces arguments que l'on pourrait délayer à l'infini nourrissent les démonstrations d'un débat sans fin. Nous touchons aux problèmes de l'articulation entre le culturel et le scolaire, la culture et le politique, le privé et le public, chacun ayant sa propre interprétation et étant convaincu de son bien-fondé. Et en ce sens le texte 3 donne la réponse : dans ces débats sans fin c'est le strict respect de la Loi qui est au cœur du fonctionnement de la démocratie.

Concrètement ne donne-t-on pas l'impression que c'est le foulard et plus généralement l'Islam (seconde religion de France) qui sont visés ?

Le risque d'une stigmatisation des musulmans de France, d'une « islamophobie » larvée, est à considérer sérieusement. L'auteur du second texte rappelle d'ailleurs les réserves du CFCM qui regrette une stigmatisation de l'islam. Mais je tiens à rappeler que la loi de 2004 n'a pas seulement heurté les musulmans. Toutes les religions l'ont plus ou moins combattue. Certes les différentes affaires de foulard pointent le problème de l'intégration de l'islam à la République mais elles dépassent ce cadre. Il faut noter les positions très critiques sur cette loi des responsables religieux des autres confessions. En fait le prétexte du voile a été interprété par beaucoup comme une offensive du monde religieux en direction de « l'espace public neutre » ce qui justifie en soi la réaction de l'état. L'auteur du second texte pointe bien que les sectes évangélistes et néo-baptistes se sont, elles aussi,

mobilisées contre l'enseignement de l'évolution. Plus généralement on assiste à une reprise des tensions entre laïcs et religieux. Or le principe de laïcité sous-tend respect total de la religion mais opposition au cléricalisme c'est-à-dire l'immixtion du pouvoir religieux dans le domaine politique) et il ne faut pas confondre les deux !

La République traite-t-elle réellement les différentes religions de façon équitable ?

Nombreux sont ceux qui font remarquer que dans certains lycées, sont installées des aumôneries catholiques, que personne n'avait réagi lorsque l'état laïc et républicain avait créé un CAPES de religion, que le même état subventionne des écoles privées sous contrat catholiques, protestantes, juives mais quasiment jamais musulmanes. Je pense personnellement que pour éviter tout sentiment de discrimination, un traitement rigoureusement impartial des religions s'impose. En ce sens, la loi peut permettre de désamorcer l'impression de traitement à part que peuvent ressentir certaines religions mais à la seule condition que l'on veille à l'équité de son application. Ceci me semble fondamental pour éviter tout sentiment d'exclusion et pour se prévaloir d'une réelle neutralité.

Au-delà du problème religieux, sont posés ceux de l'intégration des populations immigrées et de la mixité entre garçon et fille. L'exclusion d'élèves qui ne se soumettent pas aux injonctions ne témoigne-t-elle pas quelque part d'un échec relatif de l'intégration par l'école ?

Ces jeunes filles restent chez elles et ne bénéficient plus de la scolarisation. Mais la loi stipule bien qu'avant toute mesure, le dialogue doit être privilégié.

Connaissez-vous ce qui se pratique en Europe entre l'Église et l'État ?

Les différents pays européens ne réagissent pas de la même manière. L'Irlande, tout en reconnaissant les autres religions, accorde un statut privilégié à la catholique et s'y réfère officiellement. Historiquement, de nombreux pays européens ont connu une évolution similaire à celle de la France, souvent conflictuelle, caractérisée par des tentatives d'affranchissement du pouvoir religieux plus ou moins abouties. Ainsi, le principe de séparation des églises et de l'État est implicitement ou explicitement évoqué dans les textes constitutionnels de l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Portugal. Dans les autres pays, les choses ne sont pas aussi claires et il faut noter, qu'à l'heure actuelle, la nature des rapports d'autonomie ou de dépendance est très variable ainsi que l'application du concept de laïcité

La question de la laïcité pose automatiquement celle des valeurs universelles ? Les valeurs défendues par la laïcité le sont-elles ?

Ceci est contesté par certains qui ne considèrent pas les valeurs sous tendues comme légitime. Elles sont loin d'être partagées par toutes les sociétés. Ceci dit, elles sont quand même dans la droite ligne de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme, elles figurent dans nos textes notamment la Constitution et elles fondent le pacte républicain. On pourrait dire que dans une conception démocratique de la société elles sont universelles. Et finalement c'est ce message que doit véhiculer l'école. Il est louable et sain que l'on discute philosophiquement sur l'universalisme des valeurs de la laïcité. Il s'agit en fait de conceptualiser un universalisme pluraliste, des valeurs en lesquelles adhèrent les individus culturellement divers qui peuplent notre pays sans renier les fondements de notre démocratie. Le débat citoyen doit être ouvert. En ce sens le concept de laïcité est évolutif. Mais pour autant on ne peut transiger avec les valeurs fondamentales. Pourrait-on remettre en cause la liberté, l'égalité, la fraternité ?

Mais d'ailleurs qu'est-ce qu'une valeur ? Essayez d'explicité ce qu'est une valeur. Quelles sont les valeurs de l'école ?

Une valeur c'est ce qui est considéré comme bien, juste, digne d'intérêt et d'estime selon des critères personnels et sociaux et qui servent de référence, de principe moral. Une

valeur c'est ce qui peut faire autorité et qui sert aux membres d'une société pour diriger leur conduite. Laïcité, égalité, équité, solidarité, sens du travail, effort, envie d'apprendre, etc., devraient être des valeurs de notre société et de notre école.

En ce qui concerne l'enseignement du fait religieux, certains s'émeuvent des risques encourus et des dérives possibles. Une présentation officialisée des religions, même si elle se veut scientifique, ne risque-t-elle pas de cristalliser les tensions déjà présentes dans l'école ? Comment vont se situer les élèves agnostiques ou athées ? Chacun ne va-t-il pas se voir renvoyé implicitement à ses origines ?

Certes il y a des risques. Mais on ne peut ignorer que les faits religieux sont des faits. Ils appartiennent à l'histoire et pèsent sur l'actualité. L'Ecole de la République se doit de les faire connaître dans une approche laïque. L'école laïque exclut tout prosélytisme et se doit d'assurer la neutralité. Par contre rien n'empêche d'explicitier de façon rationnelle le fait religieux sous un angle historique, sociologique, culturel. Il ne faut pas en faire une matière à part entière et être très clair dans les distinctions cruciales entre catéchèse et information, entre l'approche confessionnelle et l'approche scientifique.

Pour continuer quelques séries de questions avec des éléments de réponses et non plus les réponses rédigées.

- **À propos de la citoyenneté et de l'instruction civique.**

La formation du citoyen : l'école doit-elle instruire ou éduquer ?

Définir citoyen, instruction, éducation ; faire état des débats sur ce point (Aristote, Condorcet, Montesquieu, Durkheim...) pour construire votre argumentation (Voir aussi fiche 4 § 1).

Que fait l'école pour faciliter l'intégration des populations étrangère ?

Elle propose un des dispositifs spécifiques : les CLIN, classes d'initiation qui permettent aux nouveaux arrivants d'apprendre le français avant de gagner une classe ordinaire, le CRI, cours de rattrapage intégré. Le CASNAV (centre académique pour la scolarisation des élèves nouvellement arrivés et des enfants du voyage) veille à accompagner ces populations.

En quoi cela vous semble important par rapport à la citoyenneté ?

La citoyenneté s'appuie sur la compréhension du français, d'où, dans la logique d'intégration, les faire accéder à l'autonomie par rapport à la langue.

Toute scolarisation n'est-elle pas, en soi, une intégration ?

En sociologie, la socialisation est le processus d'intégration, d'insertion d'un individu dans une culture et une société. Toute scolarisation est alors au sens sociologique une intégration.

Qu'implique la notion de citoyenneté ?

L'individu appartient à une communauté politique, l'État. À ce titre il en reconnaît la juridiction et a jouissance des droits relatifs aux lois mais aussi l'astreinte aux devoirs qui leurs correspondent.

Quelle différence faites-vous entre civilité et citoyenneté ?

- civilité relève du vivre ensemble, respect des règles, de la politesse, entraide ;
- citoyenneté dépasse ceci et relève de l'appartenance à la société avec reconnaissance de son statut de citoyen (droit, devoir, valeurs), une réflexion personnelle sur ce statut et une implication.

Qu'est ce qu'un citoyen éclairé pour vous ?

Un citoyen informé, réflexif, volontaire ayant suffisamment de connaissances et de référence pour comprendre le fonctionnement de notre démocratie, ses droits, ses devoirs.

Pourquoi l'école a sa place dans la citoyenneté ?

On ne naît pas citoyen on le devient. C'est de part le processus de socialisation que l'individu intègre les valeurs citoyennes. Une éducation à la citoyenneté est donc nécessaire d'où la place de l'école.

Pouvez-vous nous présenter des pistes d'action pour travailler la citoyenneté en classe ?

- étude de grands textes fondateurs (droits de l'Homme, de l'Enfant...) ;
- travaux par thèmes (la justice, la sécurité sociale, la défense, la police) avec enquêtes, visites, interview ;
- des moments de débat pour aborder les valeurs ;
- actions concrètes dans le cadre, par exemple, de la défense de l'environnement (affiches, recyclage, etc.)...

L'instruction civique nécessite-t-elle des connaissances ?

Oui. Connaissances d'éléments historiques, des institutions, de certains éléments du droit, etc.

À votre avis pourquoi ce thème est revenu au centre des débats ?

On accorde à nouveau beaucoup d'importance à la citoyenneté parce que se développe un sentiment de recrudescence de ce que l'on nomme l'incivilité. Le patriotisme et le nationalisme sont en déclin.

Ne pensez-vous pas que les rapports de l'individu à l'État peuvent expliquer ceci ?

Effectivement, la conception du rapport entre l'individu et l'État évolue. On est passé d'une représentation de l'État - nation à l'État – providence. La société est plus individualiste et l'identité n'est plus prioritairement nationale. Le sentiment patriotique a fortement diminué.

Quelles sont les nouvelles données sociétales à prendre en compte dans une reconceptualisation de la citoyenneté ?

Principe de double nationalité, multiculturalisme, diversités des croyances et convictions, diversité des pratiques, mondialisation...

- Des questions d'ordre pédagogiques

Vous abordez à la fin de votre exposé l'idée de formation d'esprits de raison.

Certaines pédagogies y contribuent-elles plus que d'autres ?

Oui. A priori une pédagogie uniquement transmissive est moins adaptée. Une pédagogie active y contribue plus. Développer ensuite des notions (voir fiche 12 § 3 et 4)

Vous avez mentionné le terme de métacognition ? Qu'est-ce ?

Analyse que fait le sujet de son propre fonctionnement intellectuel. Manière dont l'élève a conscience ou non de ce qu'il a compris ou non. On utilise l'image de « penser sa pensée ».

L'enseignant en professionnel a le choix de la pédagogie mise en œuvre. Il existe de grands modèles d'apprentissage. Pouvez-vous nous expliquer en quoi consistent-ils ?

Apprentissage par :	Rôle du maître :	Rôle de l'élève :	Méthode
Transmission	Exposer clairement le savoir, proposer des exercices, évaluer	Attentif : écoute, note, restitue et assimile	Transmissive dite traditionnelle
Construction du savoir	Proposer des situations problème	Actif : élaborer les outils	Constructiviste dite active
Conditionnement	Cloisonner le savoir en objectifs simples, proposer des exercices pour automatiser la compétence	Actif mais fort guidage	Béhavioriste

Voir fiche 12 § 3.

Qu'est-ce qu'une situation problème ?

Élève qui bute sur un obstacle et doit développer un outil de résolution.

Savez-vous à quel type de pédagogie sont rattachés les « Quoi de neuf », les « conseils de classe » ?

Pédagogie institutionnelle inspirée du mouvement Freinet.

...